



Association francophone
pour le savoir

A c f a s

514 - Les transformations actuelles des universités

Visualiser et transmettre

Lundi
8 mai 2017
4 sessions

Mardi
9 mai 2017
4 sessions

DÎNER

12 h 00 à
13 h 00



Dîner

Accueil - Quelques bouchées et du café seront servis

Présidence/Animation : Martin Maltais (UQAR)

APRÈS-MIDI

13 h 00 à
15 h 40



Communications
orales

Les transformations systémiques des universités

Présidence/Animation : Marianne Kempeneers (Université de Montréal)

Discutant : Louis Demers (Ecole nationale d'administration publique)

13 h 00

La fin de la bureaucratie professionnelle ?

Alexandre Beaupré-Lavallée (Université de Montréal)

L'organisation qu'est l'Université est associée au modèle de la bureaucratie professionnelle (Mintzberg, 1979; Larouche et coll, 2012). La société occidentale a subi des changements importants depuis, et les universités n'ont pas été épargnées : désengagement financier de l'État, diversification des populations étudiantes, adoption par les États de nouvelles idéologies

priviliégiant les forces du marché, et accélération de la présence des technologies (Lynch, 2006). En réponse, l'Université s'est adaptée notamment en internalisant les mécanismes de marché (Breton et Lambert, 2010) et en délaissant la gouvernance collégiale au profit du managérialisme (De Meulemeester, 2011). En dépit de l'ampleur de ces changements, le discours savant et professionnel continue d'associer la bureaucratie professionnelle à l'organisation universitaire.

Reprenant les travaux classiques de Mintzberg (1979), cette communication propose de confronter le diagnostic organisationnel d'origine aux transformations institutionnelles mises en lumière par la littérature scientifique. Nous chercherons plus précisément à répondre à deux questions : 1) quelle relation conceptuelle entretiennent la bureaucratie professionnelle et la collégialité et 2) où se situe aujourd'hui l'Université dans la typologie des configurations organisationnelles de Mintzberg (1979) ?

13 h 45

Transformations de l'université et crise de l'économie du savoir globalisé

Maxime Ouellet (*UQÀM*)

Cette communication a pour but d'analyser les transformations qui s'opèrent au sein des institutions universitaires dans le contexte de la crise structurelle dans laquelle le capitalisme est plongé depuis plus d'une quarantaine d'année. Il s'agit d'analyser comment les mutations du capitalisme contemporain, qui se caractérisent par la globalisation, la financiarisation et la marchandisation du savoir, s'accompagnent d'une transformation institutionnelle au sein des universités et d'une transformation dans la pratique des acteurs qui sont au cœur de l'institution, à savoir les professeurs et les étudiants. Il est possible de décliner ces transformations en cinq axes : 1) réforme de la gouvernance; 2) réforme du financement; 3) réforme de la pédagogie et des programmes; 4) mise en place de mécanismes «d'assurance-qualité»; 5) nouveau régime de privatisation de la connaissance. Nous soutiendrons que derrière ces diverses réformes éparses se trame un projet de transformation de la finalité de l'université qui possède une cohérence idéologique et politique. Il s'agira de montrer la complémentarité institutionnelle entre les transformations des institutions politiques, économiques et d'enseignement, ainsi que leur arrimage sur un nouveau mode de production de la connaissance. Il est donc essentiel pour comprendre la nature politique de ces transformations institutionnelles de saisir leur fondement idéologique dont les origines se trouvent au cœur même de la révolution épistémologique néolibérale qui consiste à conceptualiser les agents économiques en termes de processeurs informationnels et, corollairement, le marché comme un mécanisme cybernétique de transmission de l'information.

14 h 25

La défense et l'illustration de la mobilité internationale étudiante sortante au Québec et au Canada

Diane Barbaric (*Université de Toronto*)

Contrairement à ce qui se passe actuellement en Ontario ou au niveau fédéral—où l'éducation internationale et l'internalisation sont devenues presque exclusivement synonymes de recrutement international des étudiants (Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, 2014; Kunin, R., & Associates, 2009, 2012, 2016)—le gouvernement du Québec et les groupes d'intervenants dans l'enseignement supérieur affichent une volonté ferme et publique de soutenir la mobilité internationale étudiante sortante pour les étudiants québécois, un soutien qui s'avère non seulement discursif mais aussi financier (Conseil supérieur de l'éducation, 2005; FRQNT, 2014; FRQS, 2014; FRQSC, 2014; Conseil supérieur de l'éducation, 2013).

Qu'est-ce qui motive cette mobilisation en faveur d'une politique publique éducative tournée vers l'extérieur pour les jeunes québécois ?

Basée sur des réponses des leaders et des groupes d'intervenants-clés qui œuvrent dans les politiques publiques étudiantes ainsi que des réponses des représentants gouvernementaux, cette présentation vise à expliquer l'importance donnée à la mobilité internationale sortante pour le Québec. Elle

visé également à comprendre cette tendance qui, de prime abord, semble être à rebours des orientations actuelles canadiennes où l'obsession du court-terme et la priorisation de la mobilité entrante semblent gagner du terrain.

15 h 00

Précarité en contexte social-démocrate : Étude sur la recherche universitaire en Finlande, Norvège, Suède et au Danemark

Olivier Begin-Caouette (*Université de Toronto*)

Dans le capitalisme universitaire, les jeunes chercheurs contribuent à la production de recherche (Aghion, 2010; Salmi, 2009). Or, ils font également face à des conditions de travail de plus en plus précaires (Cyranoski et al., 2011; OCDE, 2013). Les pays nordiques comme le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède, sont parvenus à surpasser les États-Unis en termes de production de recherche per capita, en partie grâce à une expansion de 32% du nombre de doctorants en 10 ans (Bégin-Caouette, Askvik & Cui, 2016; Myklebust, 2013). Ces systèmes sont aussi imbriqués dans une économie politique sociale-démocrate qui favorise l'accessibilité à l'enseignement supérieur, la rémunération des cycles supérieurs et l'égalité des citoyens (Ahola, 2007; Esping-Andersen, 1999; Kalpazidou-Schmidt, 2007).

L'objectif de cette communication est d'analyser les interactions entre les traditions universitaires, les croyances sociales, le financement de la recherche et les conditions de travail des chercheurs dans les pays nordiques. Les analyses de variance sur 324 questionnaires et analyses thématiques sur 56 entrevues révèlent que le rôle joué par les jeunes chercheurs est crucial, que « l'effet de goulot » s'est déplacé vers le post-doctorat, que le financement temporaire encourage la précarité, mais que la social-démocratie atténue ses effets.

Mots-clés : recherche universitaire; social-démocratie; pays nordiques; jeunes chercheurs; précarité

15 h 45 à
16 h 45

Panel

Grand Panel international sur les transformations actuelles des universités

Présidence/Animation : Marianne Kempeneers (*Université de Montréal*)

Discutant : Louis Demers (*Ecole nationale d'administration publique*)

Participants : Vijonet Déméro (*INUFOCAD*), Julia Eastman (*University of Victoria*), Cui Bian (*Xiamen University, Institut de l'éducation*), Christian Laval (*Université de Paris*), Claude Trottier (*Université Laval*)

SOIR

17 h 00 à
19 h 00

Cocktail

Grande conférence et cocktail

Présidence/Animation : Marianne Kempeneers (*Université de Montréal*)

Discutant : Louis Demers (*Ecole nationale d'administration publique*)

18 h 00

Faire de l'université un commun

Pierre Dardot (*Université de Paris*)

De nouveau, comme en 2012, le mouvement de protestation contre le projet de gouvernance de l'université s'élève contre la marchandisation de l'éducation au nom de la dimension de « bien commun » reconnue à l'éducation depuis 1963. Cette exigence ne se limite pas, tant s'en faut, au Québec. Pour ne citer qu'un exemple, le mouvement initié en Italie en 2008 se désigne toujours comme mouvement des « biens communs » (beni comuni). Cette expression apparaît aujourd'hui un peu partout comme un signe de ralliement pour de nombreux acteurs des mouvements sociaux. Mais que faut-il entendre au juste par cette expression ?

Sous ce nom on regroupe des « choses » aussi diverses que l'eau, l'air, la

connaissance, des services publics, etc. Mais en quoi l'université est-elle aujourd'hui réellement un « commun » ? On ne peut se contenter d'en appeler au principe séculaire d'autonomie et de collégialité qui fonde l'université. C'est l'université qui doit être collectivement instituée comme commun en se donnant un autogouvernement démocratique ouvert, non au marché, mais sur le reste de la société. De plus, quel sens donne-t-on alors au mot « bien » ? S'agit-il d'une référence aux droits fondamentaux de la personne humaine ? L'éducation serait un « bien commun » en ce que le droit à l'éducation serait un droit commun, c'est-à-dire universel. Mais à qui appartient-il de définir ces droits fondamentaux sinon à la société elle-même ? Seule l'auto-institution de la société pourra permettre une telle définition.

18 h 00

Réformes universitaires et capitalisme contemporain

Christian Laval (*Université de Paris*)

Les transformations de l'université ne font plus guère de doute quant à leur impact, à leur échelle et à leur logique. Elles sont à la fois profondes, mondiales et néolibérales. Sans doute se produisent-elles à des rythmes différents et selon des modalités diverses, en fonction de l'histoire institutionnelle et des contextes locaux et nationaux. Mais la tendance devient de plus en plus claire : c'est un nouveau modèle de l'université qui est en train de s'imposer par le moyen de réformes parées d'argumentaires spécieux.

Il importe de saisir la logique de cette mutation d'ensemble. La critique jusqu'à présent a montré que les politiques néolibérales consistaient à faire entrer dans l'université la rationalité capitaliste. Il faut maintenant aller au-delà de cette critique. Avec ces réformes, il ne s'agit pas seulement de faire de l'université une imitation de l'entreprise, un centre de profit ou une annexe du marché du travail. Les politiques universitaires dominantes visent à intégrer pleinement l'université dans le capitalisme contemporain au prétexte que celui-ci serait devenu essentiellement « cognitif ». Cette stratégie dite de « l'économie de la connaissance » modifie en profondeur la conception de la connaissance et peut conduire à une subversion radicale du sens de l'enseignement et de la recherche. Par là, se profile la nouvelle université capitaliste.

Étape complétée



Association francophone
pour le savoir

A c f a s

514 - Les transformations actuelles des universités

Visualiser et transmettre

Lundi
8 mai 2017
4 sessions

Mardi
9 mai 2017
4 sessions

AVANT-MIDI

09 h 00 à
11 h 45



Communications
orales

Les transformations institutionnelles des universités

Présidence/Animation : Jean Bernatchez (*Université du Québec à Rimouski*)

Discutant : Louis Demers (*Ecole nationale d'administration publique*)

09 h 10

Analyse typologique des plans stratégiques des universités québécoises : Spécificité des universités québécoises et alignement stratégique

Catherine Larouche (*Université du Québec à Chicoutimi*),
Lucie Héon (*Université Laval*), Denis Savard (*Université Laval*), Jean-Joseph Moisset (*Université Laval*)

Dans le cadre d'une programmation de recherche subventionnée (FRQSC, CRSH), une typologie des conceptions des universités a été développée et validée en vue d'évaluer leur performance. La typologie comporte sept types de conceptions (académique, service public, politique, marché, entrepreneuriale, apprenante, milieu de vie) définies en fonction de sept dimensions. Dans la présente recherche, la typologie a été testée dans des fonctions d'analyse et de planification. L'analyse documentaire des plans stratégiques de dix-sept universités québécoises montre que les conceptions sont définies assez clairement pour être repérables dans les plans stratégiques, que ces conceptions recouvrent des réalités signifiantes présentes dans les documents analysés, que la typologie permet d'appréhender des contextes complexes (alignement stratégique) et qu'elle s'avère assez sensible pour rendre compte de la diversité des situations

(caractérisation des établissements). L'analyse a, entre autres, fait ressortir des écarts stratégiques entre les conceptions relevées dans les énoncés de mission, de valeurs et de vision illustrant notamment la montée en puissance de la conception entrepreneuriale dans les énoncés de vision alors qu'elle est moins présente dans la mission et les valeurs.

09 h 50

Les règles de financement et leur instrumentation

Martin Maltais (*UQAR*)

Le financement des universités est la trame d'influence principale de leur développement. Si elles connaissent depuis leurs premiers jours des pressions des institutions religieuses et étatiques, jamais l'influence sur leur développement n'a été aussi précis et efficace. Au Canada, Polster (2003) avait déjà mis en évidence l'influence du gouvernement fédéral dans le développement des universités à travers son programme de chaires de recherche du Canada, une influence désormais renforcée à l'excès par le fonds d'excellence en recherche Apogée Canada. Toutefois, cette influence n'est plus la seule. La présentation aborde l'effet de transformations plus récentes dans le financement des universités au Québec, transformations qui ont débuté par la dernière révision des règles de financement en 2005-2006, faites par le gouvernement du Québec et qui sont le prélude à l'avènement d'une différenciation accrue des universités québécoises et de son corps professoral.

10 h 30

Comparaison de la gouvernance des grandes universités au Québec et au Canada

Julia Eastman (*University of Victoria*), Olivier Bégin-Caouette (*Université du Québec à Montréal*), Christian Noumi (*University of Toronto*), Claude Trottier (*Université Laval*)

Cette communication vise à comparer la gouvernance externe (systémique) et interne (institutionnelle) de six grandes universités dans cinq provinces, avec une emphase particulière sur le Québec. Quatre-vingt-onze entrevues ont été réalisées avec des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, des universités, des professeurs et des étudiants. Le cadre théorique de Bourdieu (1980; Schwartz, 1997) nous a permis d'analyser comment les universités préservent leur autonomie, quelles étaient les limites à cette autonomie et comment l'autonomie universitaire et la liberté académique s'articulaient dans la société du savoir. Les résultats mettent par exemple en relief le rôle du financement, des changements relatifs à l'imputabilité, des luttes entre différents groupes acteurs et de leur compréhension du monde universitaire. À noter que cette présentation se base sur une étude subventionnée par le CRSH, dirigée par Glen A. Jones (chercheur principal) et à laquelle a aussi contribué Dr. Sharon Li.

11 h 10

La réforme de la charte de l'Université de Montréal, un projet éloquent

Marianne Kempeneers (*Université de Montréal*)

Le 12 décembre 2016, le Conseil universitaire de l'Université de Montréal a adopté le projet de loi modifiant la Charte de l'université. Ce projet de loi aura pour effet de limiter la capacité de la communauté universitaire d'être au cœur des décisions qui concernent la gestion de l'institution et faire en sorte de donner un pouvoir déterminant à des administrateurs « externes ». Les membres de la communauté universitaire ont unanimement dénoncé ce projet de loi, qui risque de créer des précédents qui auront des répercussions sur l'ensemble des universités canadiennes. Cette communication vise à comprendre le processus de formulation et d'adoption du projet de loi au sein de l'institution.

DÎNER

11 h 45 à

Lunch libre

13 h 00



Dîner

APRÈS-MIDI

13 h 00 à
16 h 50Communications
orales

Les transformation des conditions de travail au sein des universités

Présidence/Animation : Mireille Dubé (*Université du Québec à Trois-Rivières*)

Discutant : Louis Demers (*Ecole nationale d'administration publique*)

13 h 10

Talent War : une étude sur la mobilité intra-institutionnelle des universitaires dans le contexte de la construction de « Double Première Classe » en

Cui Bian (*Xiamen University, Institut de l'éducation*), Tianjun Cheng (*Université normale de Nankin*)

Les universités prestigieuses attirent notamment de meilleurs chercheurs, et de meilleurs étudiants en les offrant de meilleurs équipements matériels, des financements constants et suffisants, et d'une meilleure ambiance académique. Le plan du projet « Double Première Classe » (la construction des universités chinoises de première classe mondiale et des disciplines académiques au premier rang mondial) est publié officiellement en novembre 2016 et les initiatives de la réforme sont acheminées à partir du 2017. La mise en place de ce projet influence l'ensemble du système d'enseignement supérieur et cette communication s'intéresse particulièrement à la transformation de la profession des universitaires dans ce contexte, précisément sur la mobilité intra-institutionnelle des chercheurs. Plus précisément, elle interroge l'effet de ces éléments sur la trajectoire des universitaires y compris celle des débutants et des expérimentés.

13 h 50

Les défis que pose la dépendance excessive des universités de l'Ontario à l'égard des étudiants internationaux

Oleg Legusov (*University of Toronto*)

Comme les universités de l'Ontario font face à une baisse du financement public, ils comptent de plus en plus sur les étudiants étrangers pour s'acquitter de leurs obligations financières. Ainsi, le nombre d'étudiants étrangers inscrits dans les universités de l'Ontario est passé de 24 862 en 2005-06 à 53 085 en 2015-06. Bien que les universités recrutent des étudiants étrangers pour diverses raisons, les frais de scolarité élevés payés par ces étudiants sont devenus indispensables à leur bien-être. Étant donné le degré élevé d'intérêt pour les études dans les universités de l'Ontario, il est relativement facile de recruter des étudiants à l'étranger. Une fois inscrits, cependant, ces nouveaux arrivants rencontrent de nombreuses difficultés. En outre, le grand nombre d'étudiants étrangers présente de nouveaux défis pour la prestation de services universitaires. Dans cette présentation, j'explore les défis que pose cette forte augmentation du nombre d'étudiants internationaux, et ce pour les professeurs, le personnel de soutien et les étudiants eux-mêmes.

14 h 30

Le développement d'une « World-Class Teaching Profession »

Éric Martin (*Cégep Édouard-Montpetit*)

Notre proposition est d'étudier les transformations de la fonction professorale alors que celle-ci est appelée à se reconfigurer pour correspondre à la globalisation universitaire, elle-même liée à la globalisation du capitalisme financiarisé. Ces dernières années, sous l'impulsion des grandes institutions

économiques internationales, notamment la Banque Mondiale et l'OCDE, on a favorisé la création d'universités dites de « classe mondiale (world-class) ». Ces grandes universités de recherche se conçoivent moins comme des institutions, et davantage comme des organisations d'innovation internationales qui, par-delà les frontières nationales, cherchent à concentrer des ressources financières élevées et à attirer les chercheurs et étudiants les plus performants. En conséquence, le professeur et sa profession sont de plus en plus appelés à être pensés comme des producteurs de recherche « de classe mondiale » devant être évalués en fonction d'une « qualité » pensée depuis l'international. Ceci vient redéfinir l'excellence académique, qui est moins basée sur la possession d'un savoir disciplinaire et davantage axée sur la capacité du professeur à générer son propre financement, lequel dépend lui-même de la capacité du professeur à arrimer son travail de recherche aux critères de pertinence et aux « besoins » définis par des « partenaires » économiques externes et autres « stakeholders ». Les professeurs sont même encouragés à engager eux-mêmes des activités commerciales et à développer des entreprises dérivées (spin-offs) à partir de leurs recherches. Tout un système d'évaluation et de contrôle se met en place pour surveiller la production académique et récompenser son adéquation toujours plus immédiate avec le système technico-économique, au détriment de la liberté académique, ce qui soulève des inquiétudes importantes pour le futur.

15 h 10

Statut d'emploi et transformation organisationnelle des universités.

Marie-Pierre Boucher (*UQO*)

Cette communication vise à illustrer la mutation de l'université à partir de la multiplication des statuts d'emploi. Elle sera axée sur la mise en évidence de la segmentation des statuts d'emploi universitaires (professeurs, professeurs-chercheurs, chargés de cours, professionnels de recherche, auxiliaires d'enseignement, auxiliaires de recherche, agence de placement de personnels, etc.). Je présenterai l'évolution historique du statut de chargé de cours, si besoin dans une perspective comparative relativement au statut de professeur et de professionnel de recherche ou relativement aux tendances dans d'autres provinces, pays ou régions du monde. Enfin, relativement à cette évolution, il s'agira de vérifier s'il l'on peut constater des changements significatifs au cours des dernières années et les facteurs pouvant les expliquer.

15 h 50

Aliénation et idéologies chez les professeurs d'université.

Paul Sabourin (*Université de Montréal*)

Notre titre se veut provocant. En reprenant le thème de l'aliénation des vieilles théories des idéologies marxistes pour qualifier l'état de (in)conscience des profs d'université, nous voulons attirer l'attention sur la nécessité de réactualiser à partir des théories récentes de la sociologie de la connaissance et des idéologies, nos réflexions sur les conditions concrètes d'existence de la pensée abstraite dans les sociétés contemporaines. La ligne directrice de notre exposé sera de montrer que les profs d'université ont très peu de réflexivité sur leurs conditions concrètes d'existence. Ce constat demande explication et la sociologie de la connaissance que nous pratiquons pour comprendre le rapport au monde de plusieurs groupes sociaux peut aussi contribuer, avec d'autres savoirs, à rendre intelligible les fondements idéologiques qui bloquent les apprentissages sociaux nécessaires pour infléchir la tendance lourde à la standardisation économique des universités.

16 h 30

Retour sur les présentations et remarques conclusives

Louis Demers (*Ecole nationale d'administration publique*)

SOIR

17 h 00 à
19 h 00

D'une réflexion sur l'Université vers celle sur un jeune réseau universitaire : l'Université du Québec



Cocktail

Présidence/Animation : Martin Maltais (*UQAR*)

18 h 00

L'Université, la vérité et les pouvoirsGuy Rocher (*Université de Montréal*)

L'Université est un pouvoir, elle détient du pouvoir, elle possède des pouvoirs. Parmi les autres pouvoirs de notre société, elle jouit d'un pouvoir singulier, celui d'être la porteuse principale du savoir et d'être composée de savants. L'Université vend du pouvoir à ses «clientèles». Cela est plus vrai que jamais, depuis que le savoir a acquis une puissante valeur marchande, qu'il est source et moteur de développement et de concurrence économiques. Les professeurs-chercheurs que nous sommes vivons une période à la fois faste et tragique : le savoir jouit enfin d'une reconnaissance générale, mais il est de ce fait convoité par tous les pouvoirs: politique, économique, militaire, idéologique, religieux et autres. L'Université et les universitaires doivent plus que jamais exercer leur autre pouvoir : celui de la critique. Les universités québécoises vivent intensément ces tensions autour du pouvoir du savoir. Il est important d'en prendre conscience et de prendre position.

 Étape complétée